

c/o Nature & Progrès 14, rue des Goncourt 75011 PARIS

ISSN 0996-5572

Lettre d'information

n° 60 - Mai 1993

5 F

Quel peut être le rôle des antinucléaires aujourd'hui ?

L'industrie, la technique, la science, censées tour à tour représenter la garantie de l'avenir de l'humanité, sont de plus en plus frappées de suspicion. La science promettrait l'accès définitif à de nouvelles richesses dont les politiciens auraient arbitré la répartition. Les populations sentent maintenant confusément qu'il leur faut s'attendre aux désillusions les plus amères.

La dernière catastrophe en date à Tomsk (voir note), en Sibérie, dans une usine de traitements de déchets radioactifs, en est la plus récente démonstration. Et ce n'est pas fini. Dans presque tous les réacteurs nucléaires du monde entier, les défaillances d'alliages, le non-respect de procédures, la voltige de prétendues études probabilistes, ne font que préparer l'accident. A chaque catastrophe nouvelle, on nous expliquera que l'affaire n'est pas si grave et qu'on peut survivre malgré tout.

Cette accumulation brise la certitude d'inafaillibilité dont se paraient les détenteurs du savoir. L'atome, présenté en 1945 comme le symbole de la défense absolue et de l'abondance à venir, est devenu

l'emblème du danger technologique invisible et imprévisible. Cet atome apparaît déjà comme une des pires malédictions que l'humanité s'est infligée à elle-même.

Dans ce contexte, on peut se demander si les antinucléaires ne vont pas se trouver devant une demande très particulière : jouer les exorcistes face au déchaînement inexorable que les grands prêtres de cette industrie de mort auront provoqué, et servir à ceux-ci de caution.

On assiste déjà à quelque chose de ce genre avec des écologistes ukrainiens ou biélorusses, qui aident à contenir les inquiétudes des populations gravement contaminées par les retombées de Tchernobyl. On peut se demander combien de temps cela pourra durer. C'est d'abord l'effondrement social et économique qui règne là-bas qui permet d'occulter le drame sanitaire. Mais celui-ci est appelé à s'aggraver régulièrement. Même la télévision russe le reconnaît ouvertement (le 26 avril, pour les commémorations du septième anniversaire de Tchernobyl).

LE SAMEDI 22 MAI

de 10 heures à 17 heures

le comité Stop Nogent-sur-Seine

organise une réunion

entre groupes antinucléaires sur le thème :

UNE URGENCE : SORTIR DU NUCLÉAIRE

(sur la base du texte publié en supplément du bulletin 59)

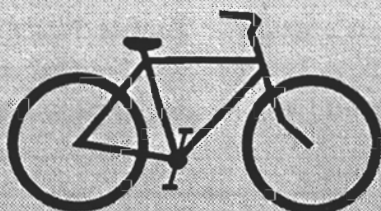
à l'AEPP - 46, rue de Vaugirard PARIS VI^e (RER Luxembourg)

LE LUNDI 12 JUILLET

À NOGENT-SUR-SEINE

— VERS ECOTOPIA —

voir page 7



ÉTAPE CYCLISTE ANTINUCLÉAIRE

Dans nos régions, l'évolution, plus lente, n'est pas moins ambiguë : les antinucléaires sont invités fort civilement à participer à des Commissions Locales d'Information (CLI), où l'on envisage la meilleure façon d'organiser les secours, notamment les distributions de comprimés d'iode, et aussi d'apporter une "information" aussi lénifiante que possible aux médecins, aux enseignants et à la jeunesse. Les autorités françaises, de plus en plus convaincues de la possibilité d'un accident nucléaire amenant des rejets non négligeables de radioactivité, se demandent en effet comment préparer les populations, sans trop les inquiéter. Le fait que le Plan Particulier d'Intervention ne soit plus présenté par ses responsables que comme le premier stade d'une réaction d'urgence appelée à s'étendre autant qu'il sera nécessaire est révélateur. La préparation de Plans Post-Accidentels, destinés à durer jusqu'à une remise en culture des sols est plus éloquente encore.

Les antinucléaires ne peuvent adopter l'attitude du pire. L'ensemble de la population, pro-nucléaires compris, a un intérêt vital à ce qu'un désastre soit évité. Les antinucléaires savent qu'il n'y a qu'une seule façon d'y parvenir : **sortir du nucléaire avant la catastrophe**. Et si cela n'effacera pas l'insoluble problème des déchets radioactifs, cela évitera au moins son aggravation constante.

NOTE :

L'information sur cette catastrophe nucléaire montre une nouvelle fois les progrès de l'impudence médiatique : la marée noire des Shetland aurait disparu sous l'effet d'un vent purificateur et les nuages radioactifs ont désormais l'amabilité de se perdre dans une insondable taïga...

ESSAIS NUCLÉAIRES

LE 7 JUIN*, DE 17 H À 19 H
PLACE DE L'OPÉRA À PARIS

ET DANS D'AUTRES VILLES

**Manifestation pour la prolongation
des moratoires nucléaires,
pour l'interdiction totale et définitive
des essais nucléaires,
pour la fin de l'arme nucléaire
partout dans le monde**

À l'initiative de l'Association des Médecins français pour la prévention de la Guerre Nucléaire et à l'appel des nombreuses associations présentes au Colloque de Nanterre (10/92), dont SOS Tahiti, Stop essais, la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté.

*Le 7 juin est le jour anniversaire du premier essai nucléaire dans le Nevada.



Dessin "emprunté" à WISE

ENQUÊTE "PUBLIQUE"* SUPERPHÉNIX

(*limitée à un périmètre de quelques 5 km...)

L'enquête publique sur le redémarrage de ce réacteur qui n'a réussi à fonctionner que six mois en sept ans a été lancée au début du mois d'avril, pour se terminer le 30. Mais 20 000 lettres de protestation (cf. notre précédent bulletin pour le modèle) sont déjà parvenues et plus de 1000 pages du dossier d'enquête auraient été couvertes de critiques par les opposants.

La fin de l'enquête a été repoussée de deux semaines, ce qui a sans doute une signification. Même si, comme d'habitude, il ne faut pas se faire d'illusion sur l'impar-

tialité de cette enquête publique, le dossier officiel prête le flanc à de nombreuses objections. Les incohérences qui y figurent feront naturellement l'objet de la part de tous les antinucléaires d'une mise au point circonstanciée.

L'industrie nucléaire prétend faire redémarrer Superphénix comme sous-générateur, quels qu'en soient les risques. Nous ne sommes pas surpris de cet acharnement "thérapeutique" qui confine à l'inconscience. Ce lobby est incapable de s'arrêter de lui-même !

ACTIONS

ANNIVERSAIRE DE TCHERNOBYL



Photo D. Léonard

Une manifestation symbolique a eu lieu le 26 avril, jour anniversaire de Tchernobyl, devant le siège national d'EDF pour dénoncer un éventuel redémarrage de Superphénix. Ont participé à cette action des militants de *Greenpeace*, du *Comité Stop Nogent* et des *Verts Ile-de-France*.

Une quinzaine de croix blanches, symbolisant les principaux accidents nucléaires survenus dans le monde depuis une vingtaine d'années ont été plantées et un tract (texte ci-contre) a été distribué au personnel d'EDF.

Réunion publique à Épinay-sur-Orge

Pour le Jour de la Terre, le 23 avril 1993, les *Amis de la Terre du Val d'Orge* (18, rue de la Division Leclerc 91360 EPINAY SUR ORGE) nous avaient invités à faire une soirée d'information sur nos activités et l'état de l'industrie nucléaire en France.

Nous avons rappelé que nous en étions au septième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl et qu'un tel risque avait démontré la nécessité d'une sortie du nucléaire. L'état des centrales en France au cours des dernières années est venu renforcer cette position.

Un exposé a dressé la liste des incidents les plus significatifs survenus à Nogent-sur-Seine, notamment le problème de corrosion dans les générateurs de vapeur en 1989 (notre action avait amené EDF à reconnaître qu'il s'agissait d'un problème générique) et l'entartrage du circuit de refroidissement tertiaire de cette centrale (EDF a demandé à pouvoir rejeter davantage de produits chimiques dans la Seine, mais l'arrêté préfectoral n'a toujours pas été signé, notre intervention n'ayant pas été inutile).

Cet exposé a souligné à quel point les problèmes techniques génériques se multipliaient sur les réacteurs nucléaires français : les plus notables à l'heure actuelle sont la corrosion des traversées de couvercle, les défauts de soudure sur les lignes de vapeur et les falsifications de radiographies de soudure par un sous-traitant à Dampierre. Ces défaillances renvoient à des erreurs de conception ou à des failles dans la maintenance et le contrôle de celle-ci par EDF. Pour la centrale de Nogent, les couvercles et les lignes de vapeur n'ont pas encore fait l'objet de vérifications.

Nous avons également parlé de l'évolution des autorités de l'Etat vis-à-vis des risques d'accident grave dans une centrale nucléaire. Le Plan particulier d'intervention est désormais conçu comme un simple paquet de mesures de première urgence face à un accident nucléaire, qui peut avoir des conséquences très au-delà de la zone

Lettre ouverte aux agents d'Electricité de France

Les organisations écologistes signataires de cette lettre s'adressent à vous en ce jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, parce que nous pensons qu'Electricité de France porte une responsabilité très lourde dans le gigantisme du programme électronucléaire de notre pays.

Nous pensons que dans l'interminable jeu de cache-cache entre l'accident et les techniciens nucléaires, l'accident finira par l'emporter, quelle que soit la compétence de ceux qui sont là pour l'éviter. C'est la leçon de ce qui s'est passé dans les pays de l'Est mais aussi dans de nombreux pays de l'Ouest dont la technologie est aussi sophistiquée que celle de la France. Et c'est également la leçon retenue par Monsieur Tanguy, responsable de la sûreté à EDF, qui a revu à la hausse les risques d'accident nucléaire en France.

Aujourd'hui EDF demande au gouvernement le redémarrage du surgénérateur de Malville. Les incidents graves qui sont survenus dans cette centrale sont connus de tous et la Direction de la sûreté des installations nucléaires a elle-même insisté sur les facteurs défavorables pour la sûreté qui découlent de la conception même du réacteur. Il est temps d'abandonner cette filière dont le bilan d'exploitation est suffisamment désastreux pour qu'on se passe de l'expérimentation d'un accident de plus grande ampleur.

Electricité de France vous présente comme des "hommes au service des hommes" : un titre enviable. Il ne faudrait pas que l'obstination dans des filières technologiques dangereuses, le mépris de l'expertise externe à l'entreprise ou le repli corporatiste vous transforment en des hommes par qui la catastrophe arrive.

Greenpeace
Stop-Nogent
Les Verts Ile-de-France

des 10 km. Celle-ci était encore récemment présentée comme la limite maximale d'incidence d'un improbable accident.

La conclusion tient en une phrase : il faut sortir du nucléaire avant la catastrophe et ne pas sacrifier nos vies et celles de nos enfants aux intérêts conjugués des industriels et des technocrates. Le critère de toute décision en la matière doit être : le danger pour la santé et la sécurité des populations, ainsi que pour la vie sociale. Une catastrophe nucléaire en effet ne peut être "gérée" démocratiquement.

La discussion avec la salle a été animée. Sans rappeler tout ce qui s'y est dit, on peut mentionner divers éléments :

- EDF a abandonné le "tout-nucléaire" en catimini depuis l'automne 1992 (en commandant des turbines au fioul et au gaz pour faire face aux points d'hiver),

- diverses informations laissent présager que EDF se prépare à réduire la puissance de ses réacteurs, pour ménager les installations et ralentir leur vieillissement décidément rapide,

- le grand défaut du nucléaire, c'est d'être une technologie de laboratoire qui veut fonctionner à une échelle industrielle (ce qui explique qu'il soit impossible de trouver suffisamment de personnel fiable et qu'on puisse assister à de graves violations de règlement de sécurité comme à Paluel le 20 janvier 1992),

- la "culture de sûreté" que préconise EDF auprès de ses personnels repose sur une contradiction intenable : les agents EDF éviteront l'accident s'ils savent que celui-ci peut arriver, mais dans le même temps, il faut que la population croit qu'un tel accident est impossible. Or, les agents en question ne sont pas séparés de la population...

Ce dialogue avec l'assistance aurait pu durer encore s'il n'avait fallu rendre la salle, l'heure étant trop avancée pour continuer. ■

LA « CULTURE DE SÛRETÉ » : UN BLUFF MODERNE

Depuis quelques années, EDF s'est aperçue qu'un accident grave pouvait décidément se produire dans ses centrales atomiques. De savants analystes ont conclu que le problème principal venait de "l'élément humain", et qu'à la condition de responsabiliser le personnel des centrales, l'accident serait effectivement conjuré. Or, quand on veut savoir comment se passe effectivement une journée de travail dans ces lieux, les quelques témoignages accessibles font froid dans le dos. Il ne s'agit pas de culpabiliser les opérateurs, mais de comprendre la toile d'araignée de contradictions dans laquelle ils se trouvent pris, et l'impossibilité pour l'industrie nucléaire de fonctionner sans accident.

POUR EDF LE RISQUE D'UN ACCIDENT D'ORIGINE HUMAINE EST BIEN RÉEL

Un document relatif à la sûreté nucléaire, présenté à la réunion sur ce sujet par la Direction générale affirme (*Libération* du 15 février 1992) : « le point le plus critique, au moins sous l'angle de la sûreté, ce sont "les hommes". » Ils « ne paraissent pas globalement adaptés à l'enjeu et ceci à tous les niveaux de responsabilité et, en particulier, à celui de la hiérarchie et des "managers" ».

Le *Parisien* mentionnait le 18 janvier 1992 certains propos de Pierre Tanguy à EDF, lors de la présentation de son bilan 1991 : « EDF doit corriger certains manques de rigueur constatés en 1991. J'ai dans le collimateur les agents de l'équipement, les patrons des services, un peu tout le monde à tous les niveaux ».

Dans une étude sur les « risques majeurs et le SDAURIF - première approche pour un bilan des risques majeurs en Ile de France, figurait le passage suivant :

« Les risques dans le nucléaire semblent plus humains que matériels, c'est-à-dire que la probabilité d'une dérive engendrant un accident grave est plus élevée du fait d'une inobservation des règles de sécurité que de celui d'une rupture matérielle. Il convient donc que la formation des personnels qui manipulent les éléments actifs ou qui pilotent des unités sensibles au plan de la sûreté soit toujours renouvelée et que toutes les dispositions ergonomiques envisageables soient prises afin de permettre le maintien d'un niveau de vigilance et de contrôle performant sur les postes de travail ».

Quand on observe les conditions de travail dans ces centrales, du point de vue des exécutants, on constate qu'ils sont évidemment très conscients du danger :

« Une épée de Damoclès plane au-dessus de nous en permanence... mais en même temps, on ne peut pas penser à chaque instant que la marmite peut exploser » (*Le Monde*, 9 octobre 1991)

Mais c'est évidemment le type de danger qui exige une vigilance sans faille. Or, « "la vigilance baisse la nuit et ce n'est pas sans conséquence sur la sûreté" affirme Pierre Gaudin, responsable à la CFDT des problèmes de sûreté nucléaire et des conditions de travail en centrale. » (*Ibid.*)

« Pendant un tiers du temps, on n'a rien à faire... Il arrive qu'on somnole, mais il reste toujours un opérateur vigilant » (...). « La solution serait de permettre au personnel de dormir quelques heures en alternance sur place. En cas d'incident, on est plus efficace en se réveillant qu'en luttant pendant des heures contre le sommeil. » (*Ibid.*)

CE DANGER NÉCESSITE LA MISE EN PLACE DE PROCÉDURES DE TRAVAIL TRÈS CONTRAIGNANTES

Libération du 30 mars 1992 évoquait ainsi « l'initiative perdue des univers surprotégés » : « Comme si aujourd'hui le plus grand risque technologique avait la forme d'une main humaine, la direction d'EDF a mis en place une organisation tellement rigide que l'initiative individuelle ne trouve plus sa place. »

Devant cette masse de procédures qui les « robotisent », les techniciens se sentent « en manque d'autonomie ». « Contrôlé en amont, dicté pendant et vérifié ensuite, le travail ne se conjugue pas sur le mode de l'épanouissement personnel ». « La vigilance nous est imposée de telle façon qu'elle mécanise le travail ». « Le boulot a perdu son intérêt. Chaque geste exige une course à l'obtention d'autorisations écrites diverses ». Il en résulte un désinvestissement qui fait qu'on est « attentif à la sûreté par réflexe. »

Comme dans tout univers soumis aux directives bureaucratiques, la masse des consignes visant à renforcer la sécurité finit par devenir elle-même génératrice de dangers. « Lorsqu'elle est pratiquée aveuglément, la règle peut conduire à des situations au mieux rocambolesques, au pire dangereuses. »

Ainsi, selon des témoignages rapportés dans *Libération* : « les multiples étapes de contrôle auxquelles les agents sont soumis ne doivent pas être un prétexte au laxisme... »

« les agents éviteraient l'écueil du je-m'en-foutisme s'ils étaient suffisamment éduqués à la "culture de sûreté" »

« quand on maîtrise bien l'exploitation, les procédures sont terriblement frustrantes. Alors, pour exister, chacun fait sa petite cuisine... »

En principe, la transgression des règles trop contraignantes porte sur des « opérations bénignes », mais...

« dans le nucléaire, les sciences humaines ne sont pas notre spécialité : nous sommes tous des techniciens. Les tâches demeurent très parcellaires. Aucun agent n'a la moindre idée de ce que fait le suivant. Les différentes professions ne se connaissent plus et ne savent pas toujours à quelles fins elles interviennent. »

Le rapport NOC, du nom de son auteur, publié en interne en 1990, a dénoncé cette organisation taylorienne de la sûreté : « quand les règles écrites sont partiellement inadaptées, les vieux routiers des centrales s'offrent le petit plaisir de les contourner. »

Sur ces transgressions règne bien entendu une sorte de « loi du silence » : « les règles de la transparence ne sont pas observées. »

C'EST AINSI QU'ON EN ARRIVE À UNE INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES RÈGLES ÉDICTÉES POUR LA SÛRETÉ ET LES CONTRAINTES DE LA PRODUCTION

« Les directions savent que, pour respecter les délais, nous sommes peu regardants sur les procédures. Quand ça les arrange, elles ferment les yeux et cautionnent. » Cette hypocrisie entraîne un « repli sur soi des agents ».

Selon Christophe Dejourns, psychiatre et professeur au CNAM, c'est « la confrontation aux risques matériels ou économiques qui est mal vécue. Le moindre geste maladroit peut avoir des répercussions énormes. A cela s'ajoutent des enjeux de sécurité mais aussi de sûreté. Avoir de telles responsabilités pèse lourd. [Il y a un] fossé séparant l'organisation prescrite et la réalité du terrain. Plus un milieu professionnel, à l'instar du nucléaire, est régi par des règles, des procédures, plus l'écart est flagrant... [Il y

à une] hypocrisie des hiérarchies qui savent pertinemment qu'il est parfois nécessaire pour faire tourner la machine de prendre des libertés avec les règlements qu'elles ont édictés. Tant que ça fonctionne, elles ferment les yeux sans manifester la moindre reconnaissance. Mais au moindre pépin, elles brandissent l'arsenal réglementaire pour crier à l'erreur humaine. »

Et comme toujours, « plus le décalage qui existe entre la règle et la réalité du terrain est grand, plus le rapport au travail s'altère ». Dans *Options* n°192, du 2 juillet 1990, on peut encore lire le texte suivant :

« Un médecin du travail de la centrale de Chinon a pu déterminer et analyser chez les agents de la centrale une véritable "souffrance psychique" due au décalage, en particulier lors des arrêts de tranche entre les impératifs de leur travail, notamment la sécurité et les moyens de temps dont ils disposent pour le réaliser. »

Un rapport d'enquête de psychopathologie du travail (SUT. CPN de Chinon) cité dans la *Gazette nucléaire* n° 115/116 éclaire ces situations paradoxales vécues par les agents travaillant dans les centrales :

« les directives se télescopent trop fréquemment, occasionnant plutôt la désorganisation du travail que son organisation. De plus, souvent les décisions sont prises ou les directives sont données sans souci d'apprécier leur faisabilité sur le terrain. Il reste alors aux opérateurs du service travaux à se débrouiller comme ils peuvent, par une série d'improvisations au coup par coup. »

« En condamnant les agents à faire un travail bâclé, l'organisation les met face à une contradiction mentale insurmontable... »

« Il y a des moments où cela frise l'anarchie. C'est l'incohérence et c'est la course. On ne sait pas ce qu'on doit respecter : le planning ou la qualité du travail. »

« On a parfois tellement de travail qu'on ne fait plus réellement le suivi ». Au point que parfois les agents ne sont plus en mesure de poser et de relever tous les points d'arrêt. Dans la chaudronnerie, par exemple, les agents en sont rendus parfois à renoncer aux vérifications...

Les équipes travaillent en 2/8. Les "suivants" travaillent en horaire normal. Qui va lever les points d'arrêt la nuit ? Il y a tant de papiers à traiter que les agents ne peuvent plus tout lire, disent-ils. Il faut donc renoncer à faire intégralement le travail. Quelles peuvent être les conséquences de ce travail de plus en plus lourd, mais aussi de plus en plus bâclé selon eux ?

La qualité du travail dépend des compétences des entreprises sous-traitantes. Or, ces compétences sont très inégales. Aucun privilège systématique n'est accordé aux entreprises les plus compétentes. Il y a des difficultés pour évaluer et contrôler ces entreprises dont le personnel change beaucoup.

Comment s'étonner dans ces conditions qu'on assiste à de véritables falsifications, comme à Dampierre, où des équipes de maintenance d'un sous-traitant préféraient radiographier toujours la même soudure, en bon état, pour ne pas avoir à déceler celles qui présentaient des défauts ? EDF ne semble s'en être aperçu qu'au printemps 1992, mais cette pratique durait depuis l'entrée en fonctionnement de la centrale... Et que dire de la

violation des règles les plus élémentaires de sécurité dans la conduite d'un réacteur à Paluel le 20 janvier 1993 ?

Pour leur part, les agents EDF du service travaux pensent, sur la base de leur expérience, que le travail de maintenance est difficile, en temps réel, compte tenu du terrain et de la réalité d'un arrêt de tranche, des contraintes de délais et de disponibilité, de la quantité de chantiers à conduire, du nombre élevé de travailleurs impliqués dans l'arrêt de tranche (ce qui augmente les difficultés de synthèse), de l'alourdissement progressif et inexorable du cahier des charges, des contraintes réglementaires et des consignes de travail en dernier lieu.

Ils mettent en doute la qualité et la validité des contrôles opérés par eux-mêmes et par d'autres et ils pensent qu'on a actuellement une vision et un bilan inexact de l'état des tranches. Ils citent de nombreux exemples d'anomalies dont certaines sont graves qui ne sont ni reconnues, ni inventoriées, ni traitées comme il conviendrait. Les doutes des agents sur la sûreté résultent de ce qu'ils ont des preuves qu'il est matériellement possible, actuellement, de dissimuler des travaux non accomplis ou mal faits.

On pourrait continuer longtemps. Dans un article du *Monde* du 9 octobre 1991, un agent d'EDF s'exprimait ainsi : en principe tout est prévu. Mais « ce qui est écrit concerne un accident pur... ce que je crains, c'est le cumul d'incidents qui conduit à une situation dégradée. Il faudrait alors gérer les incidents les uns après les autres et là, la responsabilité est énorme. »

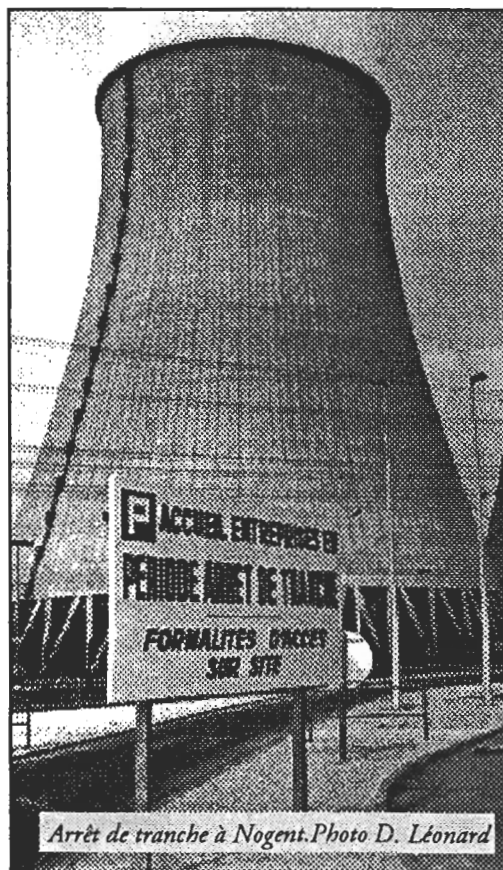
CE QU'IL Y A DERRIÈRE "L'ERREUR HUMAINE"

Etant donné la nature, la complexité, de l'industrie nucléaire, les erreurs humaines renvoient nécessairement à des erreurs de conception, mais cette vérité doit être le plus possible occultée. Ainsi que l'écrit Roger Belbéoch, dans l'article "Société nucléaire" du *dictionnaire des Notions philosophiques* (tome II, PUF) :

« Comme l'erreur humaine est par nature inévitable, elle justifie et excuse a priori l'existence d'échecs catastrophiques. C'est une version rénovée des sabotages très utilisée il y a une cinquantaine d'années dans la société autoritaire stalinienne. Pour les experts nucléaires, il n'y a d'erreur humaine qu'au niveau de l'exploitation. Il n'est pas question d'y inclure les erreurs des concepteurs. Celles-ci sont classées dans les défaillances techniques du matériel placé implicitement dans l'ordre du naturel (inhumain). »

La "Culture de Sûreté" apparaît donc avant tout comme un thème publicitaire d'EDF, destiné à tranquilliser les populations et les pouvoirs publics. Mais il ne s'agit pas d'un "complot" : la technocratie du nucléaire est aveuglée par sa propre position, et croit que des exécutants, à tous les niveaux, peuvent à la fois considérer que l'accident est possible (et donc maintenir une vigilance élevée pour l'éviter) tout en vivant dans une population qui ne croit pas sérieusement à l'éventualité d'un accident.

C'est cet irréalisme technocratique qui est sans doute l'erreur de conception la plus grave dans l'industrie nucléaire. ■



DÉCHETS JAPONAIS À LA HAGUE

La France va renvoyer au Japon les déchets fortement radioactifs

D'après *Nuke Info*, la COGEMA, la société française qui s'occupe du retraitement des combustibles irradiés à l'usine de La Hague a demandé aux compagnies électriques japonaises d'accepter de reprendre les déchets fortement radioactifs produits par la concentration de leur plutonium (on se souvient que le premier chargement de ce plutonium a été transporté il y a quelques mois par le bateau Akatsuki Maru entre Cherbourg et le Japon).

Ces déchets seraient renvoyés sous forme vitrifiée à partir de 1994. Un site de stockage pour des déchets fortement radioactifs est en construction à Rokkasho-mura, dans la préfecture d'Aomori. Mais il ne sera pas achevé avant février 1995. La compagnie chargée de sa construction, Ishikawajima-Harima Heavy Industries considère que cette date est la plus proche possible. Le bateau qui transporterait ces déchets devra-t-il errer quelques mois en plein océan ?

CONSÉQUENCES DE LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

D'après une dépêche TASS datée du 21 avril 1993, le centre de psychiatrie Serbski de Moscou, de sinistre mémoire (c'est lui qui sous l'ancien régime "soviétique" voyait dans les dissidents des "schizophrènes") « a élaboré un plan d'implantation en Ukraine et au Bélarus de centres de réhabilitation psychologique des personnes touchées par la catastrophe de Tchernobyl. La population locale pourra obtenir de ces centres les renseignements exhaustifs sur leur état de santé, les consultations des médecins peuvent les aider à sortir de l'apathie. Des juristes les renseigneront sur leurs droits et leurs privilèges.

Plus de la moitié des habitants du territoire pollué souffre de névroses et de dérangements psychosomatiques. En 1986-1987 cet indice était au niveau de 31 % en Ukraine et en Bélarus. De nombreuses plaintes contre les maux de tête, la somnolence, le goût métallique ne sont que des conséquences du stress et n'ont rien à voir avec les radiations, estime Galina Rouniantséva chef du bureau chargé d'étudier les conséquences psychologiques de la catastrophe de Tchernobyl. Le déménagement de la zone contaminée n'a rien changé dans la peur "emportée dans les bagages". »

L'énormité de cette opération laisse pantois. On se demande pourquoi cet Institut Serbski n'envisage pas de psychiatiser les vaches, cochons, poules et autres lapins, dont la formule sanguine est anormale dans ces régions. Ces pauvres bêtes seraient assurément reconnaissantes qu'on s'occupe d'elles. L'opération serait en tout cas moins risquée pour les autorités, puisque les animaux ont beaucoup moins l'esprit de protestation.

CENTRALE ARMÉNIENNE : FEU VERT DES FRANÇAIS ?

Une dépêche TASS, datée du 16 avril 1993 assure que : « Selon les experts français il n'y a aucun obstacle technique à la mise en service de la Centrale nucléaire d'Arménie, communique l'agence "Postfactum".

Le ministère de l'Energie et des Combustibles d'Arménie a fait savoir que le bilan de l'expertise réalisée par les experts de la société française Framatome au sujet de l'état de la Centrale nucléaire d'Arménie s'était avéré positif.

Les spécialistes français estiment que bien que les deux réacteurs soient du même type que ceux actuellement en service en Bulgarie, en Russie et en Slovaquie et présentent des défauts par rapport aux exigences de sécurité en vigueur dans les pays occidentaux, leur gros avantage réside dans le fait qu'il appartient à la classe des réacteurs "peu sensibles", c'est-à-dire qu'ils ont un comportement dynamique retardé, à l'opposé des réacteurs en exploitation à Tchernobyl. Les experts de Framatome estiment que les travaux de modernisation et d'amélioration ont été parfaitement effectués, en particulier dans le

domaine de la résistance aux secousses sismiques. Aucun obstacle technique s'opposant à la mise en service de la centrale n'a été mis en évidence. »

En réalité, même l'Agence internationale de Vienne et l'Institut de Protection et de Sécurité nucléaire français, institutions on ne peut plus pro-nucléaires, sont réticentes devant le projet arménien : ce pays a un problème d'énergie à court terme, du fait du blocus imposé par l'Azerbaïdjan, mais les travaux et la formation du personnel pour ce redémarrage de centrale prendraient des années. Le risque finalement encouru paraît démesuré pour le bénéfice escompté.

BELLA ET ROGER BELBÉOCH

TCHERNOBYL UNE CATASTROPHE

**À lire avant
la prochaine
catastrophe**

Sept ans presque jour pour jour après la catastrophe de Tchernobyl, un nouvel accident nucléaire vient de se produire en Russie. Encore une fois « les experts estiment que la pollution emportée par les vents ne devrait avoir que des effets négligeables. » (*Le Monde*, 9 avril 1993).

Le livre de Bella et Roger Belbéoch, *Tchernobyl, une catastrophe*, montre comment ces mêmes experts, au service des gouvernements, ont tout fait pour minimiser l'ampleur du désastre de Tchernobyl, afin que ne soit pas remise en cause la politique énergétique occidentale - en particulier celle de la France. Chiffres et analyses précises à l'appui, les auteurs révèlent au contraire l'étendue et la profondeur des dégâts causés tant sur l'environnement que sur la population. Ils utilisent pour cela des témoignages recueillis sur place et des documents officiels dont les médias ont préféré ne pas faire état - en particulier le testament de Legassov qui, chargé de la gestion de l'accident sur le site, se donna la mort le 27 avril 1988.

On a dit et répété qu'un tel accident n'aurait pas été possible en France. L'irresponsabilité des pouvoirs publics, l'absolue confiance dans la technologie, la soumission aux impératifs de productivité, laissent au contraire tout lieu d'envisager une semblable éventualité. Le livre s'accompagne de cinq cartes et d'un glossaire expliquant les termes et notions techniques ainsi que les problèmes qu'ils recouvrent.

BELLA ET ROGER BELBÉOCH : TCHERNOBYL, UNE CATASTROPHE.
224 P., 125 F. EDITIONS ALLIA. DISTRIBUTION HARMONIA MUNDI.
EDITIONS ALLIA - 16, RUE CHARLEMAGNE 75004 PARIS
TÉL. : 42 72 77 25 FAX : 42 72 52 04

🚲 Étape cycliste antinucléaire à Nogent-sur-Seine 🚲

Une cinquantaine de cycliste de plusieurs nationalités traverseront la France cet été pour dénoncer des projets qui ne respectent ni les hommes ni l'environnement, proposer des alternatives et rencontrer les groupes qui partagent les mêmes idées. A l'invitation du Comité Stop Nogent et de Provins Ecologie ils feront un détour par la centrale de Nogent-sur-Seine le 12 juillet.

Organisée par le réseau E.Y.F.A. (*Européen Youth Forest Action*) qui regroupe deux cents associations en Europe, cette randonnée cycliste partira de la très symbolique ville de Maastricht (aux Pays-Bas) le 25 juin. Elle parcourra la France pour rejoindre Ecotopia, rencontre annuelle de jeunes européens qui se tiendra cette année du 1^{er} au 21 août au château de Durban, près de St-Girons, dans l'Ariège. Des activités délocalisées, organisées avec les associations locales, auront lieu, notamment : une action pour la commémoration d'Hiroshima le 6 août, un week-end sur les énergies renouvelables les 7 et 8 août, un week-end sur les transports et les projets autoroutiers dans la région, un chantier de débroussaillage de sentiers, un projet de rencontre avec des jeunes de la banlieue de Toulouse, etc. Cette année, les trois thèmes principaux seront les transports, l'Europe et l'énergie.

C'est donc tout naturellement que le *Comité Stop Nogent* et *Provins Ecologie* ont proposé d'organiser l'accueil d'une

étape à Nogent-sur-Seine. C'est pour les deux associations l'occasion de montrer la vitalité de l'opposition à la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Après une année passée à traquer les becquerels dans l'eau de Seine et dans les dossiers sur la sûreté nucléaire cette étape sera une occasion d'échange et de rencontres conviviales.

On peut participer de différentes manières à cette action. A vélo bien sûr : l'étape du 12 juillet partira d'Eurodisneyland (la veille une animation aura été organisée pour dénoncer ce type de parc de loisirs), passera par Provins pour arriver en fin d'après-midi à Nogent-sur-Seine. A pied : *Les Randonneurs Verts* organiseront une balade qui se terminera à Nogent-sur-Seine. Sur place : en participant aux festivités et actions prévues. Le programme n'a pas encore été décidé mais il sera dans le prochain bulletin ainsi que les détails pratiques (lieux et heures de rendez-vous, itinéraires, location de bicyclettes, transports des vélos en train, etc.).

Toutes les bonnes volontés sont requises pour participer à l'organisation : prendre contact avec le *Comité* ou *Provins Ecologie*.

Contacts : E.Y.F.A. Philippe Wannesson, 108, bd Emile Zola 54 520 LAXOU, tél. : 83 40 15 00, fax : 83 28 94 30 et Loïc Lejay, 7, allée des Mésanges, 91210 DRAVEIL 69 42 20 54
Provins-Écologie, 6 rue Louise Munaut, 77160 PROVINS, 64 00 11 12 (répondeur).
Les Randonneurs Verts : 22 bis, quai du Barrage 94340 JOINVILLE 48 83 77 70.

LA CORROSION DANS LES GÉNÉRATEURS DE VAPEUR

Un peu partout dans le monde, on assiste au remplacement des générateurs de vapeur, ces composants importants de réacteur. Même le Japon doit admettre qu'il n'a pas de réparation suffisamment fiable et qu'un remplacement pur et simple est nécessaire.

KANSAI ELECTRIC VA REMPLACER LES GÉNÉRATEURS DE VAPEUR DE LA VIEILLE GENERATION (Traduit de *NUKE INFO*)

Le 21 janvier 1993, Kansai Electric a annoncé qu'elle remplacerait les générateurs de vapeur de tous les réacteurs à eau pressurisée qui ont commencé à fonctionner dans les années 1970. La compagnie avait déjà décidé le remplacement des générateurs de vapeur de deux réacteurs présentant une proportion élevée de tubes défectueux, ainsi que ceux de Mihama 2, où un tube s'était rompu, en février 1991. La décision de janvier signifie que Kansai Electric remplacera tous les générateurs de vapeur de quatre autres réacteurs de la "vieille génération", y compris ceux qui présentent peu de tubes défectueux.

Quatre autres compagnies électriques possèdent des réacteurs à eau pressurisée et deux d'entre elles, Shikoku Electric et Kyushu Electric, ont un réacteur qui a commencé ses opérations dans les années 1970. Kyushu Electric a décidé de remplacer le générateur de vapeur à Genkai 1.

Bien qu'on ait trouvé des tubes défectueux dans tous les réacteurs où une inspection a eu lieu, on n'a pas déterminé les causes ni les remèdes sûrs pour faire face à ce genre de problèmes. Les compagnies ont systématiquement tourné autour du pot soit en bouchant les tubes défectueux,

pour éviter qu'ils soient à nouveau utilisés, soit en y insérant des manchons, pour les maintenir en état de fonctionnement (cette opération implique que des travailleurs du nucléaire prennent des doses de radioactivité non négligeables). Pour finir, l'analyse a conclu qu'il n'y avait pas moyen de régler ce problème et qu'il valait mieux remplacer l'ensemble du générateur de vapeur.

Le remplacement d'un générateur de vapeur coûte 20 à 30 milliards de yens (de l'ordre du milliard de francs), ce qui signifie que les réacteurs qui recevront ces nouveaux générateurs de vapeur devront rester en fonctionnement plus longtemps pour amortir ce surcroît de coût. Comme le remplacement exige de faire une brèche dans l'enceinte de confinement du réacteur, qui devra être ensuite réparée, et de couper des tuyauteries pour les reconnecter ensuite, l'opération sera source de problèmes à venir pour la sûreté de cette enceinte. Enfin, même le remplacement intégral du générateur de vapeur ne résout pas le problème des tubes défectueux.

Les générateurs de vapeur extraits seront entreposés sur un nouveau site de stockage, mais le problème du site définitif n'est pas réglé non plus. On a quelque raison de s'inquiéter pour les doses que recevront les travailleurs qui participeront à cet entreposage.

Générateurs de vapeur qui seront remplacés au Japon

Centrale	puissance	démarrage	% des tubes endommagés *	date prévue du remplacement
Mihama 1	340 Mw	nov. 1970	21,2	1995-96
Mihama 2	500 Mw	juil. 1972	6,9	1994
Mihama 3	826 Mw	déc. 1976	5,3	1996
Takahama 1	826 Mw	nov. 1974	8,4	1995-96
Takahama 2	826 Mw	nov. 1975	59,4	1994
Ohi 1	1175 Mw	mar. 1979	51,4	1994-95
Ohi 2	1175 Mw	déc. 1979	3,6	1996-97
Genkai 1	559 Mw	mar. 1979	37,7	1994

* au mois de février 1993

"Le rayonnement, la radioactivité, les savants et leurs mythes"

La conférence de R. Belbéoch sur "Le rayonnement, la radioactivité, les savants et leurs mythes" s'est tenue, comme prévu, le samedi 17 avril. Il s'agissait d'exposer à quel point le phénomène de la radioactivité avait été producteur de mythes scientifiques. En voici un compte-rendu très succinct.

Hiroshima, première manifestation d'une industrie nucléaire, fut en fait un événement fondateur pour la modernité scientifique. Le mode de production de la bombe, une organisation industrielle centralisée, a été par la suite repris pour les grands projets. Il y avait là une rupture complète avec l'activité artisanale des savants d'avant guerre. Joliot avait essayé en 1938-1939 d'organiser une spécialisation des tâches dans son laboratoire, mais on était loin de l'ampleur colossale du projet Manhattan.

Hiroshima est aujourd'hui perçue comme une horreur, et on croit souvent que l'événement fut la source de celle-ci. Il n'en fut rien car la destruction de cette ville suscita dans la presse un enthousiasme à peu près général. La puissance destructrice fut universellement présentée comme la preuve que la matière pouvait être une source gigantesque d'énergie utilisable, comme l'avaient prédit les savants. Cela donna lieu à une apologie de la science, des savants et à un véritable délire en ce qui concerne l'avenir de l'humanité. La seule exception concerne Albert Camus, avec son éditorial non signé de *Combat* le 8 août 1945. On y trouvait par exemple la phrase suivante : « il est permis de penser qu'il y a quelque indécence à célébrer une découverte qui se met d'abord au service de la plus formidable rage de destruction dont l'homme ait fait preuve depuis des siècles. »

Mis à part quelques marginaux chrétiens, et une déclaration du Vatican affirmant sa compassion pour les victimes (compassion peu crédible pour un organisme qui n'en avait guère manifesté pour les victimes du nazisme), l'horreur n'a atteint l'Occident que beaucoup plus tard, lorsque les Occidentaux réalisèrent qu'ils pouvaient eux aussi être touchés par les bombes atomiques, comme les Jaunes du Japon.

Il y a eu alors une véritable reconstruction de l'histoire, à propos des réactions sur Hiroshima. Deux motivations ont présidé à ces raisonnements après-coup : il fallait d'abord présenter une conscience propre et ensuite "expliquer" le refus du nucléaire par une réaction émotive irrationnelle face à ce bombardement (en supposant qu'il y avait eu un traumatisme de l'inconscient collectif).

« L'ÂGE ATOMIQUE »

Curieusement, un livre décrit fort bien les mythes et les fantasmes de cette époque : *Voici l'âge atomique*, de Gérard Jouve, publié aux Editions Franc-Tireur au début de 1946. Ce texte, par pure compilation d'informations disponibles, laissait déjà entrevoir certains des problèmes que devait poser l'usage de l'énergie nucléaire : danger sanitaire du rayonnement, rejets des installations nucléaires, difficulté du stockage des déchets, etc.

Les difficultés de l'utilisation de l'énergie nucléaire n'entraient pas dans les perspectives développées par les savants, qui étaient à la pointe du délire scientifique que Hiroshima inspirait. On parlait de faire fondre la glace des pôles par bombardement atomique pour produire un climat tempéré sur la terre entière (projet qui avait déjà été émis dans les années 1920), d'araser le Mont Blanc ou de combler la

Méditerranée pour irriguer le Sahara (Joliot), etc.

Dès l'origine des découvertes sur la radioactivité, il y eut un concert unanime, charlatans et savants réunis, pour faire la promotion d'une consommation massive. Les charlatans rivalisaient avec les savants, sans que ces derniers interviennent. Marie Curie a même encouragé l'utilisation de produits radioactifs en médecine, en déclarant en même temps qu'elle n'avait aucune preuve que cela fût efficace (son attitude vis-à-vis du radium était d'ordre magique). On envisagea aussi de recycler les déchets nucléaires pour en faire des médicaments. En somme, on vouait la population dans son ensemble à être la poubelle de l'industrie nucléaire. On retrouve certains de ces thèmes jusque dans le rapport d'Ornano de 1974, qui définit le plan d'électronucléarisation massif de la France.

LE PROGRÈS PAR LA BOMBE

Initialement, les polémiques sur la bombe atomique ont porté non sur sa production, mais sur la manière de gérer l'existence de l'armement atomique (et ces débats se déroulaient en parallèle avec les négociations internationales). La bombe fut constamment perçue dans ces premières années comme un élément de progrès. Joliot, lui-même, qui passa pour hostile à l'armement atomique, n'a adopté une position radicale qu'en 1950, plus pour répondre à la demande de la direction du Parti communiste qu'à une motivation profondément pacifiste. Il avait accepté en 1946 de diriger le Commissariat à l'Énergie atomique, qui avait parmi ses finalités le développement d'armes atomiques. En 1939, il avait élaboré à la demande du ministère des armées et avec son soutien financier, le projet d'expérimenter une bombe atomique dans le Sahara. Son modèle de bombe n'aurait pas fonctionné, mais il est indéniable que la première application envisagée par les savants pour le nucléaire fut militaire. Ce rapport entre savant et militaires est aujourd'hui une norme. Cela a commencé avec la première guerre mondiale, où nombre de savants furent engagés dans l'effort de guerre (cf. les gaz asphyxiants, etc.). A partir des années 1930, l'État français organisa en plusieurs étapes l'activité scientifique en France, qui ne fut plus laissée à l'initiative des Universités. Et c'est Pétain qui unifia sous le contrôle de l'État les activités théoriques et pratiques de la Science en donnant au CNRS le statut et la fonction qu'il a actuellement. La jonction des scientifiques et des militaires, qui s'est amorcée en 1914, amplifiée en 1942, est maintenant parfaitement structurée. Ce sont les scientifiques qui proposent leurs services aux militaires et ils sont en passe de les supplanter aussi bien au niveau opérationnel (voir la guerre du Golfe) qu'au niveau des décisions.

L'histoire de la radioactivité est marquée par deux dates importantes :

6 août 1945, Hiroshima

26 avril 1986, Tchernobyl

Hiroshima, c'est l'irruption de l'énergie nucléaire dans la vie sociale. C'est le triomphe de la techno-science et de ses

acteurs. L'événement fut salué comme une "révolution scientifique". C'était l'événement fondateur d'une société nouvelle où l'abondance infinie de l'énergie allait résoudre tous les problèmes sociaux. C'était le triomphe de l'idée que la science allait être le moteur de l'évolution sociale sous la direction des scientifiques de tous les pays. Le résultat fut quelque peu différent puisque la course aux armements nucléaires, résultat immédiat de Hiroshima, provoqua une profonde division dans le corps des scientifiques. Tchernobyl met fin définitivement à l'illusion de l'énergie nucléaire libératrice. Si Hiroshima fut l'ouverture sur une ère de liberté par la prospérité, Tchernobyl, c'est la malédiction par l'énergie nucléaire.

Hiroshima et Tchernobyl, c'est dans les deux cas le renforcement du pouvoir de l'expertise scientifique. Avec Tchernobyl, il ne s'agit plus cette fois de révéler l'avenir radieux mais de camoufler l'ampleur du désastre et les perspectives sombres de cet avenir radiant de la modernité née en 1945. Et si Hiroshima fracturait le monde technico-scientifique, Tchernobyl opère la réconciliation internationale des experts scientifiques.

C'est au moment où les experts scientifiques ne peuvent plus rien promettre d'autre que la gestion des catastrophes que leur pouvoir s'installe d'une façon inéluctable...



Géraud Jouve, "Voici l'âge atomique"

Editions Franc-Tireur, Paris, 1946

La désintégration de l'atome aurait-elle entraîné une désintégration correspondante des consciences humaines ? Les premières réactions à l'emploi de la bombe atomique sont lentes, confuses et, pour tout dire, déconcertantes, sinon même décourageantes.

[...]

Les réactions de l'humanité au seuil de l'âge atomique ont été dictées par les instincts de domination et la conscience morale s'est plus lentement et plus faiblement manifestée.

Les Eglises qui avaient la chance de faire entendre la voix incorruptible de cette conscience, ont réagi dans l'ensemble plutôt mollement.

[...]

En dehors du plutonium, l'usine de Hanford produisait - comme sans le faire exprès - deux « sous-produits », et ceci à une échelle dépassant toute imagination. C'était d'abord l'énorme quantité de chaleur dégagée par les réactions intra-nucléaires.

[...]

Le deuxième sous-produit implique l'apparition sur cette terre d'une nouvelle et plus terrible menace pour l'avenir de l'humanité que toutes les autres, y compris la fameuse bombe. Dans son langage, volontairement dépouillé d'épithètes colorés, le docteur Smyth estime qu'une pile construite pour fonctionner sur une large échelle peut produire chaque jour suffisamment de poisons radioactifs pour rendre « inhabitables de grands espaces ».

(Géraud Jouve est le seul journaliste de cette époque à faire ce genre de remarque. Cet ouvrage est malheureusement introuvable aujourd'hui.)

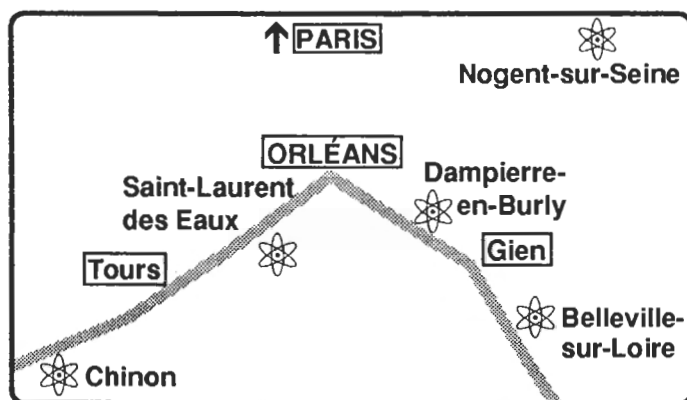


ASSOCIATION POUR
LE CONTROLE ET
L'INFORMATION SUR
LA RADIOACTIVITÉ
RÉGION CENTRE

SAMEDI 15 MAI À 16 H

CONFÉRENCE-DÉBAT :

NUCLÉAIRE À GAUCHE, NUCLÉAIRE À DROITE...



QUELS RISQUES EN RÉGION CENTRE ?

- Anne-Marie Pieux-Gilède, représentant l'ACIRAD à la Commission Locale d'Information de Dampierre en Burly,
- Bernard Lukan, représentant l'ACIRAD à la Commission Environnement du Conseil Régional,
- Guy Fargette, du Comité Stop Nogent-sur-Seine, aborderont les thèmes suivants :
- Incidents nucléaires récents en région Centre... et ailleurs
- Faiblesses des plans de secours en cas d'accident
- Contrôles radioactifs indépendants
- Démonstration du nouveau dosimètre de l'ACIRAD.

Suivie à 18 h de l'Assemblée Générale de l'Association

Salle de la Belle Croix

141, rue du Poirier Rond ORLÉANS

ACIRAD Centre

Maison des Associations

46 ter, rue Ste-Catherine 45000 ORLÉANS

☎ 38 62 32 30

SOMMAIRE

Editorial	p. 1
Manif essais nucléaires	
Enquête « publique » Superphénix	p. 2
Actions : - Anniversaire de Tchernobyl - Réunion publique Epinay	p. 3
La « Culture de Sureté » : un bluff moderne	p. 4
Brèves	p. 6
Etape cycliste à Nogent	
La corrosion des générateurs de vapeur	p. 7
Le rayonnement, la radioactivité, les savants et leurs mythes	p. 8
Réunion ACIRAD	p. 9
Commandes	p. 10

Le comité Stop-Nogent a diffusé en 1992 deux tracts d'information de 4 pages à Nogent-sur-Seine, en collaboration avec *Provins-Ecologie* et *les Amis de la Terre de Troyes*.

On peut nous en commander des exemplaires aux tarifs suivants :

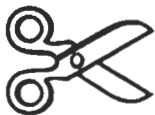
- 1 exemplaire :3,50 F, port compris
- de 2 à 5 :1 F l'unité + 4 F de port
- de 6 à 10 :1 F l'unité + 10 F de port
- de 11 à 20 :1 F l'unité + 15 F de port
- de 21 à 50 :1 F l'unité + 20 F de port

Tirage spécial du supplément :

Une urgence, sortir du nucléaire.

- 1 exemplaire :4,50 F, port compris
- de 2 à 5 :2 F l'unité + 10 F de port
- de 6 à 10 :2 F l'unité + 15 F de port
- de 11 à 20 :2 F l'unité + 20 F de port

ADHÉSION,
MODE
D'EMPLOI...



c/o Nature & Progrès 14, rue des Goncourt 75011 PARIS

Bulletin
d'adhésion
& d'abonnement

NOM: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ VILLE: _____

Adhésion: 50 F Abonnement à " La Lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine "
(1 an) : 50 F (Gratuit pour les étudiants et les chômeurs adhérents du Comité).

Don pour le Comité _____ F Don pour le contrôle de la radioactivité _____ F
Chèques à l'ordre de: " Comité Stop Nogent ".

« La lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine » - Directeur de publication : Guy Fargette - CPPAP n°AS 71349

Abonnement : 1 an / 5 n° : 50 F - Maquette : Stop Nogent - Imprimerie : Célia Copie.

COMITÉ STOP NOGENT c/o Nature et Progrès 14, rue des Goncourt 75011 PARIS

☎ 45 45 01 37 (répondeur) - Adhésion : 50 F/an minimum.

Réunions les 1^{er} et 3^e jeudis du mois à 19 h à l'AEPP 46, rue de Vaugirard PARIS VI^e - RER Luxembourg